

profil

Syndicat : **Syndicat des métallurgistes et des mécaniciens d'Iran (UMMI)**

Pays : **Iran**

Texte : **Walton Pantland**



1

DES SYNDICATS LIBRES ET INDEPENDANTS SE BATTENT POUR LES DROITS DES TRAVAILLEURS EN IRAN

En octobre, le Syndicat des métallurgistes et des mécaniciens d'Iran (UMMI) est devenu le premier affilié d'Iran à rejoindre IndustriALL. Cette affiliation est un pas significatif dans un pays où les syndicats sont persécutés et les syndicalistes emprisonnés.

Le mouvement syndical libre et indépendant se bat pour les droits du travail fondamentaux en dépit de la répression, des emprisonnements, des sentences de mort et des exécutions extrajudiciaires.

L'UMMI a été fondé à l'origine en 1960. Après 1983, le syndicat a été forcé de fonctionner clandestinement pendant plus de deux décennies, mais depuis 2005, il opère ouvertement. Bien qu'il n'est pas reconnu officiellement par l'État ou les employeurs, l'UMMI représente un nombre considérable de travailleurs d'usines d'assemblage de véhicules ou de composants, d'aciéries ou d'entreprises de détergents.

Le syndicat n'est pas en mesure de fonctionner ouvertement sur le lieu de travail, car les travailleurs soupçonnés d'être des adhérents sont licenciés et arrêtés. En dépit de cela, le syndicat parvient à mobiliser les travailleurs, qui sont impressionnés par l'indépendance, le militantisme et la résistance de l'UMMI.

L'Iran est gouverné par un régime théocratique autoritaire et est considérablement à la traîne en matière de normes internationales du travail. Il doit toujours ratifier les conventions internationales fondamentales 87 et 98 de l'Organisation internationale du travail sur la liberté syndicale et la négociation collective.

En théorie, les travailleurs ont le droit de se syndiquer, mais recruter syndicalement sur le lieu de travail n'est pas permis. Les grèves sont réprimées par les forces de sécurité, des milices et la police anti-émeutes. Plus tôt dans l'année, 17 travailleurs de la mine d'or Agh Darreh en Azerbaïdjan occidental ont été fouettés en public pour avoir protesté contre le licenciement de 350 de leurs collègues.

L'Iran était gouverné par un monarque soutenu par l'Occident, le Shah, jusqu'à la révolution en 1979. La révolution avait des tendances gauchistes et anti-impérialistes aspirant à des réformes fondamentales de l'ordre économique, social et politique et a été soutenue par des grèves dans l'industrie du pétrole et de nombreux autres secteurs. De nombreux iraniens ont espéré que cela allait améliorer la vie des gens ordinaires.

Les islamistes ont pris le contrôle du mouvement sous l'autorité de l'Ayatollah Khomeini, qui avait promis des réformes socio-économiques. Ces promesses ont été trahies et les organisations de travailleurs indépendantes ont été réprimées, menant à la clandestinité de l'UMMI.

Le gouvernement a un monopole sur la syndicalisation et le ministère du travail soutient la Maison des travailleurs de la république islamique d'Iran. Il soutient les Conseils islamiques du travail, des organisations tripartites comprenant des représentants des travailleurs et des employeurs ainsi que des membres désignés par le gouvernement. Il s'agit en principe d'une centrale syndicale, affiliée à la Fédération syndicale mondiale, mais elle est en réalité contrôlée et financée par le gouvernement iranien.

Les Conseils islamiques du travail gèrent les relations sociales et découragent les actions revendicatives, agissant comme instruments de l'État sur les lieux de travail. Ils sont fortement impopulaires au sein du mouvement syndical iranien et s'opposent violemment aux syndicats indépendants.

Le dirigeant de l'UMMI Mazyar Gilaninejhad nous dit :

“Au cours des trente années où ces institutions ont été à l'œuvre, elles ont été contrôlées par le ministère et n'ont aucune fonction indépendante. Elles ne sont pas des organisations ouvrière, car elles sont exclusives du point de vue idéologique : la croyance en l'Islam est un pré-requis à l'adhésion. Ce sont des organisations religieuses contrôlées par l'État. Elles n'ont jamais rien fait de positif pour les travailleurs.”

Les travailleurs iraniens font face à un autre défi : l'afflux de capital étranger et davantage de libéralisation du marché du travail. Depuis la révolution, l'Iran a été confronté à des sanctions et à un isolement international. Mais après avoir signé le Plan global d'action conjoint, connu comme étant l'accord nucléaire sur l'Iran, avec les grandes puissances, les sanctions ont été levées et les entreprises étrangères investissent.

Pour rendre le pays plus attractif pour les investisseurs, le gouvernement a décidé d'affaiblir encore davantage la législation du travail et d'enlever aux travailleurs des protections. Ce 15 novembre, des représentants des travailleurs et des militants syndicaux ont protesté contre ces changements devant le parlement iranien (Majlis) à Téhéran.



2

Tous les syndicats indépendants ont participé à cette manifestation, convoquée par le Syndicat des travailleurs de Téhéran et de la Compagnie des bus suburbains. L'UMMI a indiqué que la suppression des protections minimales des travailleurs constitue une ligne rouge qui, si elle est franchie, verra une réponse déterminée de la part de la classe ouvrière iranienne.

Gilaninejhad nous dit :

“Si le gouvernement continue à faire des concessions au capital financier, nous ne retirerons pas de bénéfice des investissements étrangers. Le FMI veut que l'Iran fournisse de la main d'œuvre à bon marché et dérégulée aux investisseurs étrangers. Le gouvernement d'Iran a créé des zones spéciales de commerce et d'échange dont est exclue la couverture par la législation du travail.

“Est-ce que l'afflux de capitaux étrangers va mener à l'importation de technologie moderne dans le pays ou est-ce que nous allons seulement continuer à serrer des boulons et des écrous ?”

“Faire entrer les syndicats libres et indépendants d'Iran au sein de la famille du mouvement international est un pas important pour les travailleurs et travailleuses du pays. Cette affiliation internationale va aider à renforcer la position de l'UMMI en Iran et offrir une protection à ses membres,” précise Kemal Özkan, Secrétaire général adjoint d'IndustriALL.



1/2 Les syndicats indépendants manifestent en face du parlement Iranien contre les plans visant à modifier le code du travail. IndustriALL